

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative - Bât C - 2ème étage
Boulevard George SAND
36000 Châteauroux

Châteauroux, le 13/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société d'Exploitation de Gournay

9, Montipeneau - La Chaume Lauzon
36230 Gournay

Références : VI 09/04/2025 UD36 (TD)
Code AIOT : 0010005962

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2025 dans l'établissement Société d'Exploitation de Gournay implanté Pontgautron - Le Grand Gaillard 36230 Gournay. L'inspection a été annoncée le 25/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société d'Exploitation de Gournay
- Pontgautron - Le Grand Gaillard 36230 Gournay
- Code AIOT : 0010005962
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société d'exploitation de Gournay (SEG) est autorisée par arrêté préfectoral du 28 octobre 2021 à prolonger la durée d'exploitation de la carrière d'argile et créer un casier de stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante lié sur le territoire de la commune de Gournay aux lieux dits « Pontgautron et le Grand Gaillard », dans le - département de l'Indre (36).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Extraction	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 2.1.4.5	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
3	Contrôles par des organismes extérieurs	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 2.1.4.8	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
4	Bilans périodiques	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 2.9.1	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Matériaux extraits	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 1.2.3	Sans objet
5	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 6.2.3	Sans objet
6	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 7.2.3	Sans objet
7	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 4.1	Sans objet
8	Conception du casier amiante	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 8.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Matériaux extraits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 1.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Quantités autorisées
Prescription contrôlée : Production maximale de matériaux extraits de la carrière est de 10 500 tonnes/an.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas effectué d'extraction pour l'année 2023. La société SEG Gournay gère uniquement son stock d'argile existant à destination notamment de la fabrication de tuile ou d'argile d'étanchéité. L'exploitant précise à l'Inspection qu'il n'est pas prévu de futures extractions sur ce site.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Extraction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 2.1.4.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Extraction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le carreau de la carrière a pour coté minimale 205m NGF [...] La hauteur verticale de chaque gradin n'excède pas 5m [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis le plan orienté à l'échelle adaptée à sa superficie à l'inspection des installations classées. Le carreau de la carrière et la hauteur verticale des gradins ne peuvent être contrôlés par l'inspection.</p> <p>Écart constaté: non transmission du plan orienté adaptée à sa superficie à l'inspection avant le 1er février de l'année 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 3 : Contrôles par des organismes extérieurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 2.1.4.8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles par des organismes extérieurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'entreprise doit disposer d'une bascule et d'une comptabilité précise des quantités extraites et vendues. L'entrée de la carrière étant celle de l'ISDND voisine, la bascule est celle qui est en place à l'entrée de l'ISDND.</p> <p>Des organismes agréés doivent procéder à des contrôles réguliers portant notamment sur :</p>

<ul style="list-style-type: none"> - les appareils de pesage ; - les installations électriques. <p>Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, sur le site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que le contrôle de l'appareil de pesage est valide jusqu'en juin 2025. Les installations électriques ont été contrôlées par la société SOCOTEC (rapports 962SF/24/2379 et n°962SF/24/2380 en date du 01/05/2024). L'exploitant précise que la prochaine campagne de contrôle des installations électriques aura lieu en mai 2025.</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant ne peut pas présenter le Q18 du site. L'inspection constate aussi que les levées des observations dans les rapports de contrôle des installations électriques n'ont pas été réalisées par l'exploitant.</p> <p>Écart constaté : Non-réalisation des vérifications électriques sur le site et les levées des observations issues des rapports de contrôle des installations électriques n'ont pas été réalisées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 4 : Bilans périodiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 2.9.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, suivi annuel d'exploitation et rapports annuels</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan orienté et réalisé à l'échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50m, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ; - les bords de fouille ; - les surfaces défrichée, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ; - l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage de matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ; - les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ; - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; - le positionnement des fronts, - la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection. [...]

Constats :
L'exploitant n'est pas en mesure de présenter un plan annuel orienté et réalisé à l'échelle adaptée à sa superficie. Ce plan est en cours de réalisation et l'Inspection valide le calendrier avec l'exploitant pour une transmission à l'Inspection fin du premier semestre 2025 du document.
Écart constaté: non-transmission du plan orienté pour l'année 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 6.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques des niveaux sonores
Prescription contrôlée :
Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée tous les 3 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.
Constats :
Pas d'écart constaté. L'inspection constate que les dernières mesures du niveau de bruit et de l'émergence effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997, ont été réalisées en septembre 2022. Elles doivent être réalisées tous les 3 ans. L'exploitant confirme la réalisation d'une nouvelle campagne de mesures de bruit en 2025 afin de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 28/10/2021.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 7.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des accès
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès (en prenant en compte les dispositions prévues aux articles 8.1.1 et 8.1.5.4 du présent arrêté avec l'ISDND voisine), ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté.</p> <p>L'exploitant prend bien toutes les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Prélèvements et consommations d'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommations d'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Aucun prélèvement d'eau, dans quelque milieu que ce soit (souterrain ou surface), n'est autorisé [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté.</p> <p>Lors de la visite, l'Inspection constate qu'il n'y a pas de prélèvement réalisé sur le site que ce soit en eaux de surface ou eaux souterraines.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Conception du casier amiante

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 8.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Conception du casier de stockage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour le casier dédié au stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, la protection du sol, des eaux souterraines et de surface est assurée par une barrière géologique dite « barrière de sécurité passive » constituée par le terrain naturel qui bénéficie d'une perméabilité inférieure à 1.10^{-7} m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur. Les flancs des casiers de stockage présentent une perméabilité inférieure à 1.10^{-7} m/s sur au moins 0,5 mètre d'épaisseur.</p>

Les caractéristiques du casier sont les suivantes :

- surface du fond de forme : 2921 m². Le fond de forme du casier a une pente minimum de 2% en direction du point bas du casier afin que les eaux pluviales de ruissellement s'écoulent par gravité vers l'unité de pompage située en fond de casier. Ces eaux sont dirigées vers un bassin de rétention des eaux de ruissellement de 250 m³ au nord-ouest du site.

- côte point bas : 205 m NGF,

- point haut réaménagement final : 224,6 m NGF,

- dimension des gradins et risbermes : 5 m de haut/ 3 m de large,

- vide de fouille total : 93600 m³ (dont volume de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante de 74 880 m³ et volume de matériaux inertes pour recouvrement des déchets stockés à la fin de chaque jour d'exploitation 18 720 m³).

Le casier sera séparé de l'activité d'exploitation de carrière par une digue inter-casier.

[...]

Constats :

Pas d'écart constaté.

L'inspection constate sur le plan d'exploitation de la carrière pour sa partie de casier dédié au stockage de matériaux de construction contenant de l'amiante en date du 18 novembre 2024, que l'exploitant respecte les prescriptions de l'article 8.1.2 de son arrêté préfectoral d'autorisation en date du 28/10/2021.

L'inspection constate notamment que le point de côte le plus bas est à 208.24 m NGF pour une autorisation à côte point bas à 205 m NGF.

Type de suites proposées : Sans suite